

ÉLECTIONS 2023

politique.union@sonapresse.com

Les femmes et les jeunes au cœur du projet de Paulette Missambo

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

"Le Gabon a besoin de tous ses enfants pour le redresser. J'aurais pu continuer ma retraite paisible, mais j'ai constaté que notre pays était à l'abandon. Notre pays est déchiré. J'ai estimé que je devais me lever..." C'est par ces mots que Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale, justifie sa candidature à la présidentielle du 26 août prochain. Samedi dernier, elle a conduit une caravane dans différents arrondissements de Libreville, marquant ainsi le début de sa campagne pour cette course au fauteuil présidentiel.

"Restaurer la République pour rendre au Gabonais sa dignité et sa fierté", c'est le titre de son projet de société. Un programme

touchant les principaux secteurs en mettant un accent particulier sur les femmes et la jeunesse. En effet, consciente de l'esprit entrepreneurial qui anime les femmes et les jeunes, la création de banques de développement lui apparaît nécessaire. Celles-ci leur octroieront des petits crédits pour faciliter leur autonomisation en créant de petites activités génératrices de revenus.

En matière d'éducation, "j'ai l'impression que le pays s'est arrêté depuis 2009. À l'intérieur du pays, chaque fois que je demandais si une école a été construite ici ou là depuis que je suis parti du ministère de l'Éducation nationale, la réponse était non". La candidate estime qu'un pays qui ne développe pas une éducation de qualité ne peut pas se développer. Elle projette de mettre en place un revenu minimal

d'insertion pour chaque jeune déscolarisé. Une aide sociale devant leur permettre de suivre une formation professionnelle. Cette allocation prendra aussi en compte les jeunes diplômés au chômage, le temps de trouver un premier emploi. Paulette Missambo compte aussi rétablir la bourse pour les élèves des lycées et collèges. Elle entend consacrer une bonne partie du budget de l'État à l'épanouissement des jeunes.

Par ailleurs, une fois parvenue au sommet de l'État, la candidate prévoit "la séparation des pouvoirs, clarifier les compétences et revisiter les conditions de désignation et de nomination dans les institutions et administrations publiques". Elle compte engager, dès sa victoire, un programme d'urgence sur les infrastructures.



Mme Paulette Missambo (chemise blanche) à son meeting d'ouverture de la campagne.

Photo : SNN

PDG : La sensibilisation au 2^e siège du 2^e arrondissement

ENA
Libreville/Gabon

"NOUS sommes à l'heure d'un rendez-vous capital, entre un homme et la population du 2^e siège du 2^e arrondissement sur lequel j'ai été investi par le Distingué camarade président Ali Bongo Ondimba, et je dois compter sur vous pour triompher de mes concurrents". C'est en substance le propos liminaire du candidat Félix Makindey Nze Nguema lors d'une récente rencontre avec la population de son siège en présence de plusieurs personnalités dont le Haut-Commissaire de la République Jean Eyeghe Ndong.

Puisqu'il s'agissait aussi d'inaugurer sa permanence politique, l'occasion lui a été donnée de convaincre du choix d'Ali Bongo Ondimba pour poursuivre l'œuvre qu'il a entamée à la tête du Gabon, et surtout s'assurer aussi que les siens, amis et connaissances portent leur liste

dans leur cœur. Cela, "afin que la victoire leur soit cash et sans bavures au soir du 26 août 2023".

À cet effet, il devait indiquer l'impératif d'aller voter, mais également de le faire en toute connaissance de cause. Notamment en mettant dans l'urne le bulletin comportant la photo du président de la République et la sienne, "pour ne pas se tromper, car c'est un bulletin unique, donc nous sommes liés". Il s'agissait aussi pour le candidat Félix Makindey Nze Nguema d'inviter ses interlocuteurs à voter pour la liste conduite par l'ancien Premier ministre Jean Eyeghe Ndong.

Et d'avertir : "Vous allez entendre beaucoup de voix, soyez vigilants et prudents pour ne pas vous méprendre". Poursuivant son propos, il devait s'appesantir sur le bilan au 2^e arrondissement du président avec le projet Piaepal pour l'extension du réseau d'eau et d'électricité, la lutte contre la vie chère, etc.



Le MBP, Félix Andy Makindey Nze Nguema, lors de son propos.

Photo : Jocelyn Abila

Emmanuel Mve Mba pour "la priorité nationale"

GMNN
Libreville/Gabon

CANDIDAT à l'élection présidentielle du 26 août prochain, Emmanuel Mve Mba a débuté samedi dernier sa campagne en plein cœur du 2^e arrondissement de Libreville, précisément au quartier Cocotiers. Enseignant, syndicaliste et membre de la société civile, il est le leader du Mouvement citoyen des volontaires des libertés (MCVL). Une formation politique légalement reconnue depuis (seulement) quelques semaines. Affirmant être le porte-étendard de la classe ouvrière, il envisage de "redresser le Gabon" en écartant les politiques qui tiennent l'État depuis plusieurs décennies. Pour lui, le Gabonais ne se reconnaît plus dans son pays. Et pour redonner de la valeur à sa Nation, il propose un programme de société axé sur la priorité nationale. "Il s'agit pour le MCVL et le Gabon de promouvoir la politique du chômage zéro, d'adopter une politique d'immigration choisie par la priorité nationale, de valoriser l'école gabonaise pour la



Emmanuel Mve Mba à l'ouverture de sa campagne pour le fauteuil présidentiel.

Photo : SNN

modernisation des programmes et le paiement effectif des bourses scolaires à l'ensemble des élèves et étudiants gabonais sans exclusive", a-t-il expliqué. Le candidat entend ainsi privilégier le capital humain.

Parmi ses priorités, figurent également la construction d'un réseau routier fiable, la création d'une compagnie aérienne nationale, la rationalisation de l'armée en la mettant au service du peuple, l'arrimage des pensions retraite au nouveau système de

rémunération. Pour mettre en œuvre ce dernier point, le candidat propose de prendre le salaire de base pour constituer la pension de chaque retraité.

Président de la République, il entend dès le départ, "dissoudre la Constitution, parce qu'aujourd'hui, la Constitution est revisitée pratiquement tous les trois mois par un Parlement mécanique qui n'a pas la légitimité populaire. Les parlementaires actuels ne sont pas représentatifs, ils sont presque nommés..."